

# EN CONSEIL DES MINISTRES

## Adoption du projet de loi-programme

Le gouvernement a adopté, hier matin, lors du dernier conseil des ministres avant les vacances, le projet de loi-programme pour le **développement économique** et la promotion de l'excellence Outre-mer.

**L**e projet sera désormais examiné par le Parlement lors de la prochaine session d'automne. Selon certains députés, son examen n'interviendra pas avant le mois de janvier 2009. Un pré-projet avait été annoncé par Christian Estrosi, le 6 février dernier. Après un premier examen au Conseil économique et social en mars, Yves Jégo, successeur de Christian Estrosi avait décidé d'entamer un « marathon de concertation » avec les socioprofessionnels et les collectivités. Malgré les demandes des collectivités

de Guadeloupe et de Martinique de surseoir à cet examen, malgré l'avis négatif rendu par la Guyane, Yves Jégo avait indiqué que le projet serait bien présenté lors de ce conseil des ministres. Eric Woerth, ministre du Budget a indiqué que l'impact financier de la LOPOM « était à peu près maîtrisé ». « Ca réorganise les choses », a-t-il ajouté laconiquement, se contentant de parler d'une « loi fondamentale ».

F-X.G. ■



Le secrétaire d'Etat Yves Jégo en discussion dans la cour de l'Élysée avec Olivier Biancarelli, conseiller du président pour l'Outre-mer.

### ÉCHOS

■ Michel Barnier et l'OMC

A la sortie du conseil des ministres, le ministre de l'Agriculture, Michel Barnier n'a pas voulu répondre aux questions que lui posait la presse d'Outre-mer sur le sort qui se dessine à Genève, à l'OMC, sur la banane. La tâche est difficile pour lui depuis que l'Union européenne s'est montrée plutôt favorable aux propositions de Pascal Lamy, directeur de l'OMC qui souhaite une baisse des taxes d'importation des bananes dollar, de 176 euros la tonne actuellement, à 114 euros en 2012. Les négociations devraient s'achever ce mardi matin.

■ Jégo et France Info

Confidence d'un journaliste de la radio France Info : Jégo a fait appeler cinq fois la rédaction pour passer en direct ce matin, en vain. Il comptait sur l'opportunité que lui donnait l'adoption de son projet de loi pour l'Outre-mer par le conseil des ministres. Nouvelle confidence du confrère : « Tout le monde s'en fout de l'Outre-mer. »

■ La DGOM dégomme

La réforme de l'administration de la rue Oudinot, effective au 1er septembre, qui consiste à fusionner la direction des affaires politiques, administratives et financières à celle des affaires économiques, sociales et culturelles en une délégation générale à l'Outre-mer (DGOM) conduira à réduire le personnel de la rue Oudinot de 350 à 131.

## « Nous voulons prendre un temps d'avance »



Yves Jégo : « C'est une loi importante parce qu'elle est en rupture avec beaucoup des pratiques du passé ».

**Ça y est, votre projet de loi est adopté ?**

Voilà, le conseil des ministres l'a adopté. C'est une loi importante parce qu'elle est en rupture avec beaucoup des pratiques du passé. Elle met deux priorités fortes, l'emploi d'un côté, avec les zones franches globales d'activité. C'était une promesse de Nicolas Sarkozy qu'elles soient au cœur de cette loi — et puis le logement

social. C'est un besoin très fort outre-mer et nous allons faire du logement social une priorité. Nous avons eu beaucoup de concertation. Nous avons obtenu le soutien de tous les socioprofessionnels. La moitié des collectivités ont donné un avis favorable à cette loi, maintenant, il faut qu'elle soit votée par le Parlement.

**Le soutien de tous les socioprofessionnels, y compris celui du Medef de la Martinique ?**

Y compris le soutien de tous ceux qui voudront bien comprendre que les priorités des Ultramarins sont les priorités du gouvernement. Moi je comprends la défense des intérêts catégoriels. Je comprends que le parti socialiste s'oppose à la loi du gouvernement par principe. Je comprends que le patronat veuille toujours plus d'avantages. J'entends toujours en Outre-mer les habitants qui me disent : nous voulons de l'emploi — Ce sont les zones franches globales d'activité ; nous voulons du

logement — C'est l'objectif du logement social. C'est une loi qui répond d'abord aux préoccupations des habitants avant de répondre aux intérêts particuliers des partis ou des organismes professionnels.

**Ça veut dire que la loi Girardin, c'est le contraire ?**

Cela veut dire que la loi Girardin a maintenant 5 ans, que le monde a changé en 5 ans et que nous voulons une logique plus performante en matière économique. Nous voulons concentrer les crédits vers les secteurs prioritaires et pas donner un peu à tout le monde, sortir d'une logique de saupoudrage. La loi Girardin a marqué des points en matière de logement libre, mais il y a maintenant 70 000 familles qui attendent du logement social. Le monde change vite et si nous ne changeons pas la législation, eh bien, nous prenons du retard. Nous voulons prendre un temps d'avance pour l'Outre-mer.

**Tout de même, la loi a été sévèrement critiquée...**

Je me suis aperçu que beaucoup n'avaient qu'une vision partielle et que défendre les intérêts des entreprises, c'est une chose mais que défendre les intérêts des Ultramarins, c'en est une autre. Moi, je veux convaincre mes amis parlementaires, de droite comme de gauche que ce texte est un texte de progrès. Dans la vie des textes législatifs, il y a toujours le moment de la caricature. Nous en sommes sortis grâce à la grande phase de concertation. Et puis il y a le moment du travail. J'appelle maintenant tous les parlementaires quelle que soit leur couleur politique à venir travailler avec nous pour que ce texte soit encore amélioré autant qu'il puisse l'être et qu'on ait une loi de progrès pour l'ensemble de l'Outre-mer. L'Outre-mer le mérite et l'outre-mer doit répondre à un monde qui change. Cette loi va lui permettre d'entrer dans le XXI<sup>e</sup> siècle.

Propos recueillis par F-X.G. ■

### ► Sarkozy défendra lui-même le projet de loi

Nicolas Sarkozy viendra faire lui-même sur place le service après-vente du projet de loi « pour le développement économique de l'Outre-mer », présenté hier, qui reste contesté par des élus et socioprofessionnels, de Martinique et Guadeloupe notamment. Le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer Yves Jégo, qui en a fait l'annonce, va également payer de sa personne, pour défendre un texte qualifié par le chef de l'Etat de « fondateur et porteur d'une nouvelle vision pour l'Outre-mer ». Le projet sera examiné par le Parlement à l'automne. D'ici là, une campagne de communication avec achat d'espaces dans les journaux aura lieu et un blog sera ouvert. Il s'agit, a expliqué M. Jégo, de « sortir de la logique où seule compte la hauteur de la dépense publique », au profit d'un développement économique « endogène » de l'Outre-mer, « différencié par territoire ». Selon le compte-rendu du conseil des ministres, le texte « est le fruit d'une longue et riche concertation avec les élus et les socioprofessionnels ».

### ILS ONT DIT...

PATRICK LECURIEUX  
DURIVAL, PRÉSIDENT  
DU MEDEF

MARTINIQUE  
L'annonce de la venue du président de la République est « un signe d'intérêt pour notre économie. Cela prouve aussi que nos interventions ont été fructueuses et que nos inquiétudes ont été relayées au plus haut niveau. Lors de la venue du président, nous lui expliquerons les raisons de notre position. Nous restons ouverts au dialogue. Lors de la dernière visite du secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, nous avons noté une volonté de laisser la porte ouverte. Et c'est une bonne chose parce qu'il y a trop d'enjeux importants pour notre économie. J'estime également que la venue de Nicolas Sarkozy est une façon positive de répondre à l'invitation qu'avait lancée le président du Conseil Régional, Alfred Marie-Jeanne. »

VICTORIN LUREL,  
SECRETÉIRE NATIONAL  
DU PARTI SOCIALISTE  
Le Parti socialiste a demandé au gouvernement de « revoir en profondeur les principales dispositions » du projet de loi sur l'Outre-mer, présenté lundi en Conseil des ministres, et de « poursuivre les négociations avec les élus et socio-professionnels ». Dans un communiqué, le secrétaire national du PS à l'Outre-mer Victorin Lurel estime que ce projet de loi « remet en cause, contrairement aux engagements du président de la République pendant sa campagne, la plupart des instruments de soutien à l'économie des outre-mers ».